

# *Grands entretiens du tageblatt*



## *Berühmte Menschen im Gespräch*

Denis Scuto

## *L'historien, entre méfiance et fascination*

Un entretien avec Gilbert Trausch

Loin de ne s'intéresser qu'à sa spécialité, il est à l'écoute de tout. (Ecouter est d'ailleurs le mot juste, puisqu'à défaut de télévision à la maison, la radio est avec la presse écrite son médium de prédilection.) Comme orateur, il est présent partout et à l'aise dans tous les domaines: syndicalisme, politique nationale et internationale. En semaine, il voyage partout: de Luxembourg, où il dirige le Centre de Recherches Européennes Robert Schuman, à Liège où il enseigne à l'université, à Bruges où il donne des cours au Collège d'Europe. Il revient de Mexico-City, où il a présenté l'histoire de la construction européenne à des étudiants et à des universitaires.

C'est avec Gilbert Trausch, un des rares historiens luxembourgeois à être connus au niveau international, que nous nous entretenons aujourd'hui. Suivez le regard, à la fois méfiant et fasciné, de Gilbert Trausch sur la méthode de l'historien, sur l'évolution historique actuelle et sur celle de l'Europe.

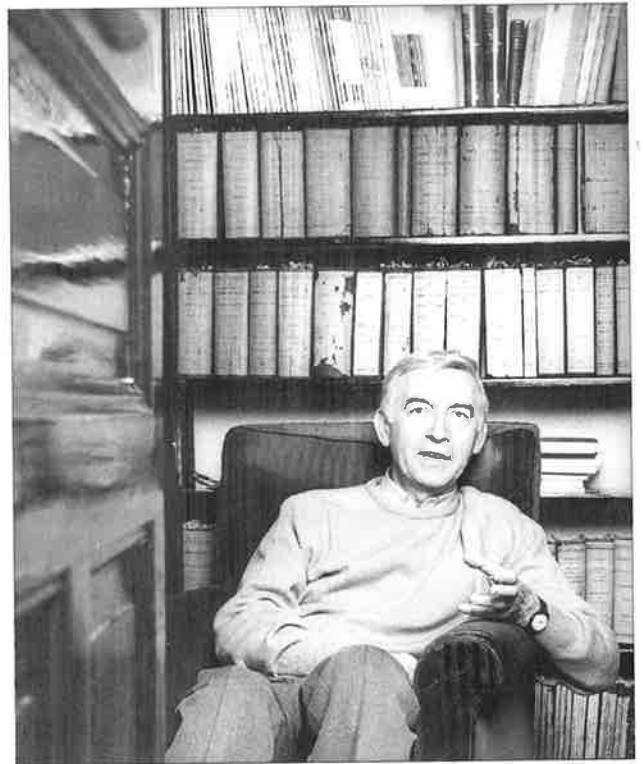


Photo: Wolfgang Osterheld

**D**enis Scuto: Parlons d'abord de deux références majeures – je crois – dans votre formation d'historien: d'une part votre professeur à la Sorbonne, Jean-Baptiste Duroselle, spécialiste de l'histoire des relations internationales, d'autre part le penseur politique du XIX<sup>e</sup> siècle Alexis de Tocqueville. De quelle façon ont-ils imprégné votre méthode d'historien?

Gilbert Trausch: Lors de mes études, en France, c'était l'Ecole des Annales qui prédominait. Or, celle-ci s'intéressait avant tout aux structures en histoire et étudiait les phénomènes dans leur longue durée. Le champ des événements ne les préoccupait guère. Cette démarche était compréhensible de la part d'historiens spécialistes avant tout du Moyen Age et des Temps Modernes.

M'intéressant moi-même d'abord au XVIII<sup>e</sup> siècle et, plus particulièrement, à la révolution française, cette méthode pouvait convenir. Mais mes recherches se portèrent de plus en plus sur l'époque contemporaine, et ici je dus constater les déficiences de la méthode des Annales.

L'approche de Duroselle et de Pierre Renouvin s'avéra pour moi plus précieuse. Ils insistèrent, eux aussi, sur l'importance des „forces profondes” dans l'histoire des relations internationales (la géographie, la démographie, l'économie p.ex.), sur le fait que les agents diplomatiques n'agissent pas dans le vide. Mais ils n'oubliaient pas pour autant l'histoire politique – considérée comme trop superficielle par les historiens des Annales. Ils recherchaient dans leur approche un compromis entre le niveau structurel et le niveau de l'homme.

### *„Chaque question d'histoire est une étude de cas, méfions-nous des grandes théories”*

Ils rejoignent donc Tocqueville qui écrit dans ses Souvenirs: „Je hais pour ma part ces systèmes absolus, qui font dépendre tous les événements de l'histoire des grandes causes premières se liant les unes aux autres par une chaîne fatale, et qui suppriment, pour ainsi dire, les hommes de l'histoire du genre humain ...”?

Exactement. Ce qui m'impressionnait chez Duroselle, c'était l'absence totale de préjugés avant d'analyser une question, surtout le problème des décisions en histoire. L'Ecole des Annales ramenait tout débat à un problème de structure, l'école marxiste insistait sur les facteurs économiques et sociaux. Pour Duroselle, chaque question d'histoire représentait une étude de cas, individuelle pour ainsi dire. D'une grande ouverture d'esprit, il se méfiait des théories, de cette démarche méthodique, fort répandue en Allemagne p.ex., qui veut qu'on élabore d'abord une théorie pour ensuite seulement passer à l'étude pratique, qui n'en serait qu'une illustration. Dans beaucoup de cas, de brillants essais théoriques cachent mal le manque de travail dans les archives. Duroselle donnait la priorité aux documents, non aux théories.

Pour ce qui est de Tocqueville, qui n'était pas un historien, c'est avant tout sa capacité de penser de façon globale qui me fascine. Dans ses analyses d'événements assez proches de lui comme la révolution française, il a réussi à élaborer des thèses qui restent aujourd'hui fondamentales et inégalées, même si grâce aux archives, nous disposons de beaucoup plus d'informations. Son analyse toute en finesse et en nuances est en effet une référence.

**A** propos événements assez proches: Qu'a pensé l'historien Gilbert Trausch en 1989-1991, lorsqu'il assiste à l'effondrement total du bloc communiste? L'avait-il prévu?

Non, je dois reconnaître que je n'avais rien prévu. Surtout pour l'Union soviétique, où le communisme était issu d'une révolution et non dicté d'en haut, imposé, le système politique en place m'apparaissait comme solidement ancré dans la population, malgré ses nombreuses tares. Mais ce qui importe, ce n'est pas d'avoir prévu ou non ces événements. L'important, c'est d'être cons-

cient que nous avons une chance énorme. Nous vivons depuis 1989 quelque chose de fondamental, des bouleversements profonds en histoire. Peu de générations ont la chance d'être les contemporains d'un tel spectacle.

Pour ma part, c'est l'histoire en général que j'arrive à mieux comprendre grâce à ces bouleversements. Je me suis toujours demandé, en étudiant la révolution française, pourquoi personne n'avait prévu un tel séisme. Je n'arrivais pas à expliquer, notamment l'aveuglement de la noblesse par rapport aux événements qui se préparaient. Or, voilà que 200 ans après, il nous arrive exactement la même chose. Ainsi, ce n'est pas seulement le passé qui nous aide à mieux comprendre le présent. Le présent peut nous permettre, lui aussi, de mieux connaître le passé.

Présent-passé, est-ce que ces notions ont encore un sens, alors que d'aucuns, comme le politologue américain Francis Fukuyama, proclament „la fin de l'histoire"? En d'autres mots, pensez-vous que la démocratie libérale apparaît, après la chute des monarchies absolues, du fascisme, puis du communisme version soviétique comme le seul modèle, ou, citons Hegel, „comme le point final de l'évolution idéologique de l'humanité"?

Francis Fukuyama a écrit son article fin 1989. A ce moment-là, on pouvait encore envisager l'avenir en rose. Depuis, on a dû déchanter. Les conflits nationaux et sociaux se multiplient. Nous voilà en fait de nouveau confrontés à une de ces belles théories. Mais puis surviennent „ces vilains petits faits qui ruinent les plus belles hypothèses" (Marc Bloch)! Evidemment, il n'y a plus en face du libéralisme l'alternative du socialisme réel. Mais l'idéal de justice sociale demeure vivant et reste un défi pour le libéralisme, un défi loin d'être réalisé. En outre une série d'idées de Marx demeurent valables, même si – heureusement – on ne considère plus ses théories comme des lois scientifiques.

*„Nous assistons non pas à la fin de l'histoire,  
mais à la fin des utopies, ce qui est grave!"*

Les philosophes ou les politologues comme Fukuyama font toujours la même erreur, parce qu'ils oublient qu'à côté des idées – qui permettent d'envisager un point final – il y a cette réalité fondamentale que constituent les intérêts. Or, les intérêts ne sont jamais les mêmes. Cela vaut pour les hommes, pour le champ de la vie privée, mais cela vaut également pour les nations. Pour ne citer qu'un exemple: la Russie, même si elle devient libérale, même si elle adopte le même système économique et politique que les pays occidentaux, aura toujours des intérêts très différents voire opposés aux Etats-Unis.

En fin de compte, ce que je retiens de l'essai de Fukuyama, et ce que je considère comme un phénomène inquiétant, c'est que nous assistons à la fin des utopies. Nous ne voyons en ce moment pas d'alternative à nos régimes politiques et économiques, si ce ne sont des dictatures où les droits les plus élémentaires sont bafoués. Or, les hommes ont besoin d'utopies, ont besoin de perspectives qui soulèvent leur enthousiasme.

Le nationalisme – en d'autres mots l'utilisation de sentiments d'appartenance ethnique ou nationale par des gens assoiffés de pouvoir – s'avère-t-il donc une force historique mobilisatrice plus forte que le socialisme?

Au début des années 1970, je me souviens que Jean-Baptiste Duroselle me confiait: „Ce n'est pas l'internationalisme, mais bien le nationalisme qui constitue la grande force du XX<sup>e</sup> siècle." Je pensais alors qu'il se faisait vieux. Je dois avouer aujourd'hui qu'il avait raison. Nous étions obnubilés à l'époque d'une part par le discours internationaliste que tenaient les pays communistes ainsi que par l'esprit soixante-huitard. D'autre part, la répression du phénomène national dans les pays d'Europe de l'Est cachait cette réalité qui nous explose aujourd'hui à la figure.

Le nationalisme est bien la tragédie du XX<sup>e</sup> siècle et surtout de l'Europe. Il a conduit à deux guerres mondiales, dont la dernière a coûté la vie à 55 millions de personnes, dont 45 millions d'Européens. Ce n'est qu'après 1945 – et encore: seulement en Europe de l'Ouest – que le nationalisme disparaît progressivement au profit de l'idée européenne. Si le nationalisme a pu s'estomper à l'Ouest – il est important de le préciser – c'est en grande partie parce que les vainqueurs de la guerre ont été assez clairvoyants pour ne pas modifier les frontières existantes et créer de nouveaux ressentiments, de nouveaux désirs de revanche. A l'Est, au contraire, nous nous apercevons que le nationalisme n'a été que congelé pendant 40 ans et se manifeste aujourd'hui dans toute sa virulence.

Permettez-moi néanmoins de nuancer mes propos. Le nationalisme du genre „Deutschland über alles" ou encore „Right or wrong – my country" s'est estompé, mais non pas l'idée d'un Etat-nation. Cette idée reste une réalité et force est de constater qu'une République fédérale d'Europe ne peut encore être envisagée. Dans 50 ou 60 ans peut-être, on pourra en reparler sérieusement, mais certes pas dans les années qui viennent.

Du coup, l'Europe, telle qu'elle se construit actuellement, devient quelque chose de tout à fait nouveau, une construction sui generis. L'Union européenne représente plus qu'une Confédération d'Etats, mais moins qu'un Etat fédéral. Elle ne peut d'ailleurs être comparée à des Etats fédéraux comme l'Allemagne ou les Etats-Unis. Contrairement à celles-ci, elle ne dispose pas de conditions essentielles, comme l'unité de langues. (La montée de l'espagnol aux Etats-Unis au cours du XXI<sup>e</sup> siècle posera d'ailleurs un sacré défi à cet Etat fédéral.)

Unique dans l'histoire, l'Union européenne l'est également par le fait qu'elle ne s'est pas construite sur l'hégémonie. Hitler, Napoléon etc. ont construit des empires – éphémères – en usant de la violence, en opprimant les autres peuples. Dans l'Union européenne, toutes les nations qui la composent sont égales en droit, alors que l'égalité en droit de constructions fédérales comme l'ex-Union soviétique ou l'ex-Yougoslavie n'était qu'une façade. Cela ne revient pas à confondre toutefois égalité en droit et égalité de fait. Si les différents partenaires de l'Europe sont, comme l'a fort bien exprimé le président Mitterrand, „à dignité égale", tout le monde sait que le poids de l'Allemagne et de la France dépasse de beaucoup celui des petits pays comme le Luxembourg. Il reste que, si le Luxembourg est un pays respecté depuis 1945 – et seulement depuis 1945! –, c'est bien grâce à l'Europe dont elle a fourni le premier siège.

L'Europe et son histoire, justement, parlons-en. Le Centre de Recherches Européennes Robert Schuman participe à un projet, auquel sont associés pas moins de 140 historiens – autour

de la question: „Vers une identité et une conscience européennes au XX<sup>e</sup> siècle.” Le philosophe d'origine lituanienne Emmanuel Levinas a défini l'identité européenne en une phrase: „l'Europe, c'est la Bible et les Grecs.” De la Bible, de la tradition juive et chrétienne, nous aurions hérité du sentiment de responsabilité envers autrui, alors que les Grecs nous auraient transmis les notions d'harmonie et d'ordre représentées par l'Etat, la justice ... Partagez-vous cette appréciation?

Il convient de compléter et de nuancer le jugement de Levinas. Ainsi, il oublie, à mon avis, de mentionner l'apport des Romains qui, au-delà de l'Empire, ont fondé un espace de droit commun, basé sur la notion de solidarité et non pas sur l'assimilation forcée d'autres peuples. Cet esprit culmine en 212 dans l'édit de Caracalla qui accorde le droit de citoyenneté romaine à tous les hommes libres de l'Empire.

La Bible est fondamentale dans la compréhension non seulement de l'histoire de l'Europe. Jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, même la peinture, même la sculpture ne peuvent être appréhendées, si l'on ne tient compte de l'empreinte du christianisme. Ceci dit, il ne faut pas confondre cet héritage culturel avec la pratique religieuse qui, elle, a fortement diminué depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

Surtout, l'historien constate que depuis le Siècle des Lumières, un autre courant émerge et contribue lui, au contraire, à repousser le religieux hors de la société ou, du moins, à diminuer son influence. L'héritage des Grecs, tel qu'il se manifeste avec les Lumières, n'est pas avant tout à rechercher dans les notions d'ordre et d'harmonie. C'est plutôt la tentative des Grecs d'expliquer la nature, les phénomènes physiques, sans recourir à des explications d'ordre religieux, sans voir partout la main de Dieu, mais en recherchant les lois scientifiques qui régissent l'univers qui se perpétue en Europe. Cette tradition scientifique ou philosophique grecque se prolonge dans le phénomène moderne de la laïcité. Et cet héritage est tout aussi important que celui de la Bible et a conduit notamment à la séparation de l'Eglise et de l'Etat.



*Luxembourg – Ville Européenne de la Culture 1995*: En marge de l'année culturelle, le „tageblatt“ a jeté à travers six séries différentes d'articles, paraissant chacune un jour fixe par semaine et ce tout au long de l'année, un *autre regard* sur la culture. Une culture prise au sens large comme l'ensemble des structures sociales, politiques et religieuses ainsi que des manifestations intellectuelles et artistiques qui caractérisent une société.

Danièle Fonck et Denis Scuto ont piloté cette entreprise unique dans l'histoire de la presse luxembourgeoise. Le projet qui s'est étendu sur près de 300 pages de journal est maintenant publié sous la forme d'un coffret de six livres.

*Luxemburg, europäische Kulturstadt 1995* – am Rande des Kulturjahres hat das „tageblatt“ übers Jahr einen *anderen* Blick auf die Kultur geworfen, und dies im Rahmen einer Artikelreihe, die in sechs Serien zerfiel, von denen jede ihren „Jour fixe“ hatte. Kultur wurde dabei im weiteren Sinne verstanden als die Gesamtheit der sozialen, politischen und religiösen Strukturen sowie der intellektuellen und künstlerischen Ausdrucksweisen, die charakteristisch für eine Gesellschaft sind.

Danièle Fonck und Denis Scuto haben dieses in der Geschichte des Luxemburger Pressewesens einmalige Unternehmen gesteuert. Das Projekt, das sich ursprünglich über rund 300 Zeitungsseiten erstreckte, wird nun in sechs Bänden im Schubert veröffentlicht.

